

Installation des membres du comité indépendant de suivi-évaluation des ANR : Un pas majeur pour la mise œuvre des recommandations des ANR

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 20 JUILLET 2022

1142

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Affaires des 49 ivoiriens



Malikilé avait raison !



Lutte contre la corruption : L'OCLEI renforce les capacités des OSC



Élections législatives du 31 Juillet au Sénégal : Le spectre de la cohabitation plane....



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

19 Juin
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

745

Nouveaux cas confirmés

00

Nouveaux guéris

01

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

538 964 Vaccinations incomplètes

1 445 442 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

31 203

Guéris

30 370

Décès

737

dont 21 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.15



P.22



P.27



/ Une /



Affaires des 49 ivoiriens : Malikilé avait raison !

P.5

/ Brèves /



Mali : Installation des membres du comité indépendant de suivi-évaluation des ANR
 Plainte contre le Mali aux Etats-Unis : Un lobbyiste américain réclame 94 millions de dollars pour non-paiement de ses honoraires
 BAC 2022 : 192 442 candidats dont 38% de filles
 Rectification de la trajectoire de la Transition : La ministre Sidibé Dédéou Ousmane appelle à l'implication de tous pour une éducation de qualité au Mali
 Primature : Le chef du gouvernement reçoit les initiateurs de la nuit du mérite
 Levée des sanctions contre le Mali : La Banque Mondiale reprend ses décaissements au Mali

P.14

P.14

P.15

P.15

P.16

P.16

/ Actualité /



Lutte contre la corruption : L'OCLEI renforce les capacités des OSC
 Mali-météo : Le défi de fournir des services de qualité à la population
 Mali : Les mouvements touareg s'inquiètent pour le processus de paix et dénoncent "l'abandon" de l'accord d'Alger
 Modibo MAO Makalou : « La stratégie de croissance pour la relance de l'économie malienne suite à la levée des sanctions de la CEDEAO et de l'UEMOA »

P.18

P.20

P.21

P.22

/ Politique /



Installation des membres du comité indépendant de suivi-évaluation des ANR :
 Un pas majeur pour la mise œuvre des recommandations des ANR
 Rédaction d'une nouvelle constitution : L'ambassadeur Cheick Sidi Diarra donne son avis
 Brouille diplomatique entre le mali et l'extérieur : L'appel à l'apaisement de Moussa Mara

P.25

P.26

P.27

/ Culture & société /



Exposition d'œuvres d'art : Protéger le patrimoine culturel malien

P.29

/ International /



Élections législatives du 31 Juillet au Sénégal : Le spectre de la cohabitation plane...
 Frontière guinéo-sénégalaise : Les raisons du blocage des camions de nitrate d'ammonium32
 Transition guinéenne : Le médiateur Thomas Boni Yayi attendu ce mardi à Conakry

P.30

P.32

P.33

/ Sport /



Championnat du monde militaire : L'USFAS condamnée à sauver l'honneur

P.34

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :**
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »**



**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**



Affaires des 49 ivoiriens

Malikilé avait raison !

Dans son Editorial du 14 juillet 2022, intitulé « Mali - Côte d'Ivoire : L'ardente obligation de solution amiable » votre quotidien digital Malikilé écrivait « L'épisode des « militaires » ou « mercenaires » arrêtés au Mali intervient dans ce contexte difficile. Les arguments des uns et les contre-arguments des autres étant suffisamment entendus, la vraie question demeure celle-ci : la Côte d'Ivoire et le Mali se feront-ils la guerre ? Peuvent-ils s'offrir ce luxe au regard des défis sécuritaires communs, des enjeux économiques et sanitaires, du brassage extrêmement poussé des populations et de leur appartenance commune à l'UEMOA et à la CEDEAO ? Mettront-ils en péril leur communauté de destin ? Il faut mettre balle à terre ».

Et voilà : l'évolution du dossier nous réconforte et nous donne raison.

En effet, à travers un communiqué commun signé le lundi 18 juillet par le ministre malien

des Affaires étrangères et de la Coopération internationale et son homologue togolais, le président de la Transition s'est dit ouvert à une médiation du Togo afin de trouver une issue

diplomatique à au différend qui oppose le Mali et la Côte d'Ivoire à propos de la détention de 49 soldats ivoiriens au Mali. Le chef de la diplomatie togolaise avait été reçu en audience le même jour par le Colonel Assimi Goita au palais de Koulouba.

Faure Gnassingbé, pour avoir joué un rôle important dans la levée des sanctions imposées par la CEDEAO au Mali, est de nouveau sollicité par les autorités de la transition pour une médiation, en vue d'un dénouement de l'affaire des « 49 mercenaires ivoiriens » interpellés.





Le gouvernement de la transition a donc fait part de son vœu au ministre togolais des Affaires Étrangères Robert Dussey, lundi 18 juillet 2022.

Selon le communiqué cité, le président de la Transition, Chef de l'État le Colonel Assimi Goïta a souhaité que le président Faure Gnassingbé mène une mission de bons offices entre le Mali et la Côte d'Ivoire pour un dénouement heureux. Il est à rappeler que la Côte d'Ivoire a soutenu que ces soldats sont des éléments de son armée régulière venus sécuriser des sites de certains partenaires de la Minusma. En effet, le 10 juillet 2022, 49 soldats ivoiriens ont été arrêtés à l'aéroport de Bamako et considérés comme des mercenaires. Une accusation que rejette Abidjan qui demande « sans délai », leur libération, soutenant que ce

sont des éléments de soutien à la MINUSMA, même si selon le porte-parole adjoint de l'ONU Farhan Haq, les éléments interpellés « ne faisaient pas formellement partie de la Minusma ».

Face à cette situation, « **le Président de la Transition s'est dit ouvert au dialogue et disposé à œuvrer, conformément à l'esprit de fraternité et d'excellentes relations entre le Mali et la Côte d'Ivoire, à un dénouement heureux de cette situation, y compris par voie diplomatique, dans le strict respect de la souveraineté du Mali** », indique le communiqué conjoint des Ministres des Affaires Étrangères du Mali et du Togo.

« À cet égard, le Président de la Transition a souhaité que le Togo mène une mission

de bons offices entre les parties concernées », précise le communiqué.

Depuis le début de la crise et du bras de fer entre le gouvernement de transition et la CE-DEAO, le président togolais s'est engagé personnellement pour le retour à la stabilité dans notre pays, à travers diverses initiatives telles que des rencontres des diplomates des deux États, l'organisation d'un sommet à Lomé sur la transition malienne et des échanges de Faure Gnassingbé avec des leaders ouest-africains sur le sujet.

En encadré le communiqué conjoint du 18 juillet 2022 signé par les ministres des Affaires Étrangères du Mali et du Togo.

■ Maffenin Diarra





RÉPUBLIQUE DU MALI



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

COMMUNIQUÉ CONJOINT

VISITE DE TRAVAIL ET D'AMITIÉ DE S.E. PROF. ROBERT DUSSEY, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE ET DES TOGOLAIS DE L'EXTÉRIEUR À BAMAKO

1. **S.E. le Colonel Assimi GOÏTA**, Président de la Transition du Mali, Chef de l'Etat, a reçu en audience, le 18 juillet 2022 à Bamako, S.E. Prof. Robert DUSSEY, Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Régionale et des Togolais de l'Extérieur.
2. Lors de leur entretien, **S.E. le Colonel Assimi GOÏTA** s'est réjoui de l'accompagnement fraternel et sans relâche du Togo et a salué l'engagement personnel du Président de la République Togolaise, **S.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBE**, pour la réussite de la Transition et le retour à l'ordre constitutionnel au Mali.
3. Le **Président GOÏTA** et le Ministre DUSSEY ont évoqué des questions bilatérales d'intérêt commun et sous-régionales, notamment la question des 49 soldats ivoiriens arrêtés à l'aéroport de Bamako le 10 juillet 2022.
4. Le Président de la Transition s'est dit ouvert au dialogue et disposé à œuvrer, conformément à l'esprit de fraternité et d'excellentes relations entre le Mali et la Côte d'Ivoire, à un dénouement heureux de cette situation, y compris par voie diplomatique, dans le strict respect de la souveraineté du Mali.
5. À cet égard, le Président de la Transition a souhaité que le Togo mène une mission de bons offices entre les parties concernées. Le Ministre DUSSEY a réaffirmé la disponibilité du Président **Faure Essozimna GNASSINGBE** à poursuivre son appui à la Transition et à aider à la résolution de cette situation.
6. S.E. Prof. Robert DUSSEY s'est également entretenu avec son homologue S.E.M. Abdoulaye DIOP, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale de la République du Mali. Au cours de leurs échanges, le Ministre DIOP a réitéré l'attachement du Mali à la consolidation des relations de bon voisinage et à l'intégration sous-régionale et africaine. Le Ministre DUSSEY a salué la convergence de vues entre le Mali et le Togo sur les questions de fraternité et d'intégration.

Fait à Bamako, le 18 juillet 2022

Pour le Gouvernement de la République du Mali

S.E.M. Abdoulaye DIOP

Ministre des Affaires étrangères et de la
Coopération internationale

Pour le Gouvernement de la République Togolaise

S.E. Prof. Robert DUSSEY

Ministre des Affaires étrangères, de l'intégration
régionale et des Togolais de l'extérieur

■ Croissanceafrique.com



(CROISSANCE AFRIQUE)-Dans la zone de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), les prix des produits frais ont connus une progression de 12,8% au premier trimestre 2022, après 8,6% le trimestre précédent, et cela, en lien avec le renchérissement des produits alimentaires susmentionnés, selon la Banque centrale des Etats de l'Afrique à travers son rapport sur la politique monétaire dans l'Union monétaire Ouest Africaine (UMOA)....



■ Meguetan Infos



TRAORE: PATRYME LE PLUS REPENDU EN AFRIQUE DE L'OUEST;

Pourquoi Traoré? D'abord parce que des millions de personnes portent ce patronymes dans presque tous les pays de la sous-région à une ou deux exceptions près: Côte d'Ivoire, Guinée, Sénégal, Mali, Buekina Faso, Togo, Niger, Gambie, Guinée-Bissau, Mauritanie, Ghana, Libéria, Sierra-Leone et ensuite des millions d'autres qui portent l'équivalent (les noms correspondants) de ce patronyme. C'est ainsi qu'il faut ajouter les Ouédraogo, les Samparé, les Diabaté, les Diabagaté, les Yéo, les Dembélé, Diamoutène, les Niakaté, les Niaré, les Dramé, les Tangara, Signaté ou Siniaté, les Diop, les Diouf, les Sanogo, les Yatera, les Yatara, les Ouattara, les Kantao, les Compaoré...qui sont tous des Traoré.

Quoi que vérifié, je ne détiens aucune explication du comment et du pourquoi. La seule certitude à ma disposition concerne le patronyme Diabagaté ou Diabaté.

Djibril Tamsir Niane l'explique assez bien dans son livre „Soundiata ou l'épopée Mandingue”.

Brièvement résumé, c'est l'histoire de deux frères Traoré qui ont pris sur eux de tuer le buffle qui terrorisait le village de Do. Ce buffle en question n'était autre que la tante de Sogolon Kedjou (tchédjougou ou la laide) la maman de Soundiata Keita qui, du fait des pouvoir qu'elle avait se transformait en cet animal pour semer la peur, la crainte et l'angoisse dans le village qu'elle avait dû quitter chassée par son frère qui en était le chef.

Une fois dans le périmètre du buffle qui avait déjà senti la présence de ces deux chasseurs, il (le buffle) laissa tonner un bruit qui fit trembler la terre. L'ainé des frères Traoré chercha son salut sur la

cime d'un arbre tandis que le plus jeune resta pour affronter la charge du buffle qu'il tua..

Quand il descendit de l'arbre, l'ainé s'adressa à son cadet en des termes très laudateurs, très flatteurs à la manière d'un griot (atalaku).

Quand le jeune frère tua la buffle le grand frère se lança dans une envolée lyrique pour chanter les louanges de son jeune frère qui, impressionné à son tour par le talent oratoire de son aîné, lâcha: « N'koro ni kun kera Djeli ye l djè Baga tèyen ». Littéralement traduit, ça donne: „Grand frère, si tu étais un griot, il n'y aurait personne pour te refuser quoi que ce soit”.

Au fil du temps, „Djè baga teyen” est devenu Diabagaté et aussi Diabaté. La lignée du plus jeune est restée noble tandis que celle du plus âgé est venue s'ajouter à la caste des griots par la force des choses.



■ Mali Actu



Celui qui vous parle est l'un des premiers nés du vingtième siècle. Il a donc vécu bien longtemps et, comme vous l'imaginez, vu et entendu beaucoup de choses de par le vaste monde. Il ne prétend pas pour autant être un maître en quoi que ce soit. Avant tout, il s'est voulu un éternel chercheur, un éternel élève, et aujourd'hui encore sa soif d'apprendre est aussi vive qu'aux premiers jours.



Financial Afrik



En Afrique de l'ouest, le franc CFA, monnaie commune aux 8 pays de l'Uemoa, s'est globalement apprécié de 1% au 2e trimestre 2022 en variation trimestrielle par rapport aux monnaies des pays de la zone, renseigne un rapport sur la politique monétaire dans l'Uemoa publié par la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).



Issa Kaba



Que nos autorités s'affichent avec ce monsieur (soutien de la transition) est une erreur de communication, surtout qu'il se réclame conseiller de l'opposant principal de Alassane Dramane Ouattara. Le moment est mal choisi à mon avis pour se faire voir avec Monsieur Franklin. C'est mon avis et je l'assume.



Oumar Barou Officiel



J'ai du mal à suivre et à comprendre cette démarche des autorités maliennes. Ici la pyramide a été bien inversée. Alors qu'on s'attendait que la Côte d'Ivoire suscite une telle initiative, voilà que c'est le Mali qui se substitue à elle. Mon besoin d'être édifié reste entier!

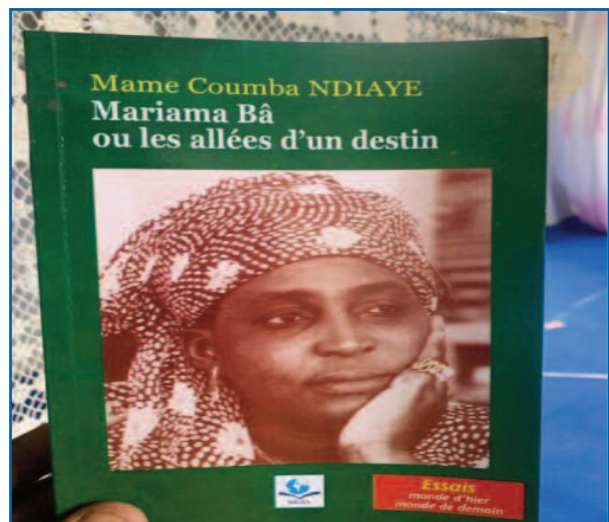
Robert Dussey @rdussey

Je confirme que le Président F. Gnassingbé a accepté la proposition faite par les autorités maliennes de conduire la facilitation entre le Mali et la Côte d'Ivoire en vue de la libération des 49 militaires ivoiriens détenus à Bamako. @AOuattara_PRCI @GoitaAssimi @FEGnassingbe

Livres AU Sénégal



Mariama Bâ, née le 17 avril 1929 à Dakar, et morte dans la même ville le 17 août 1981, est une femme de lettres sénégalaise. Elle est issue d'une famille Lébou musulmane. Dans son œuvre, elle critique les inégalités entre hommes et femmes dues à la tradition africaine. Féministe, elle milite pour une meilleure prise en compte des questions féminines. Elle est notamment fondatrice et présidente du Cercle Fémina. Elle est membre de la Fédération des associations féminines du Sénégal (FAFS). Mais aussi de l'Amicale Germaine Legoff, regroupant toutes les anciennes normaliennes.



Direction Nationale des Sports et de l'Éducation Physique du Mali



COUPE DU MONDE U-17 FILLES BASKET-BALL HONGRIE 2022

Les joueuses de l'équipe nationale U-17 alignent leur 2e victoire en s'imposant face aux égyptiennes 58/44 dans un match tactique et athlétique.

Ce dimanche 17 juillet 2022 à partir de 15h TU, les maliennes affronteront leur homologue de la Slovénie. On rappelle que les guerrières maliennes jouent pour les matches de classement (9e place) et elles sont décidées à obtenir un rang honorable pour l'Afrique et le Mali, nous signale le représentant de la DNSEP.

BONNE CHANCE AUX FILLES !



Mamoutou DANTE



COUPE ORTM Édition 2022: La phase finale de la 2e édition de la Coupe ORTM sera lancée officiellement ce samedi 16 juillet 2022 au Stade Mamadou Konaté.

A l'affiche, la Commune 4- Kati, à partir de 16h.

La Commune 4 est détentrice du trophée et Kati, vainqueur de la Super Coupe Colonel Assimi Goïta, Président de la Transition, Chef de l'Etat. Placée sous le haut parrainage de Son Excellence Yacouba N'Tomini Diakité, Président Directeur Général du Groupe Toula International, la Coupe ORTM est une vitrine pour la jeunesse malienne. Deux poules sont constituées. Dans la poule A, on a la Commune 4, la Commune 2, Kati et la Commune 5.

Dans la poule B sont logées la Commune 6 (finaliste), la Commune 1, Bougouni et la Commune 3.

Sortez massivement pour donner à la fête, un éclat particulier.

L'entrée est gratuite ! Tous les 16 matches (12 du premier tour), les demies finales, le match de classement et la finale sont à suivre en

direct et en intégralité sur ORTM 2, la radio chaîne 2 et ortm live. Comme innovation majeure, le prix de la mobilisation pour les Communes.

L'ORTM vous offre toujours le meilleur du spectacle !

Sources : Siragatou Cissé

PROGRAMME DE LA COUPE ORTM			
ÉDITION 2022			
POULE A : COMMUNE 4 – KATI – COMMUNE 2 – COMMUNE 5			
POULE B : COMMUNE 6 – COMMUNE 1 – COMMUNE 3 – BOUGOUNI			
POULES	TERRAINS / HEURES	DATES	RENCONTRES
A	MAMADOU KONATE 16H00	SAMEDI 15/07/2022 DIMANCHE 17/07/2022	COMMUNE 4 / KATI COMMUNE 2 / COMMUNE 5
B	MAMADOU KONATE 16H00	SAMEDI 23/07/2022 DIMANCHE 24/07/2022	COMMUNE 6 / COMMUNE 1 COMMUNE 3 / BOUGOUNI
A	MAMADOU KONATE 16H00	SAMEDI 30/07/2022 DIMANCHE 31/07/2022	KATI / COMMUNE 2 COMMUNE 5 / COMMUNE 4
B	MAMADOU KONATE 16H00	SAMEDI 06/08/2022 DIMANCHE 07/08/2022	COMMUNE 1 / COMMUNE 3 BOUGOUNI / COMMUNE 6
A	MAMADOU KONATE 16H00	SAMEDI 13/08/2022 DIMANCHE 14/08/2022	KATI / COMMUNE 5 COMMUNE 2 / COMMUNE 4
B	MAMADOU KONATE 16H00	SAMEDI 20/08/2022 DIMANCHE 21/08/2022	COMMUNE 1 / BOUGOUNI COMMUNE 3 / COMMUNE 6
1/2 FINALE	MAMADOU KONATE 16H00	SAMEDI 10/09/2022 DIMANCHE 11/09/2022	A1 / B2 B1 / A2
3 ^{ème} PLACE	MAMADOU KONATE 16H00	VENDREDI 23/09/2022	VAINCU (A1/B2) / VAINCU (B1/A2)
FINALE	MAMADOU KONATE 16H00	SAMEDI 24/09/2022	VAINQUEUR (A1/B2) / VAINQUEUR (B1/A2)

Bamako, le 05 Juillet 2022
Pour la Commission d'Organisation
Le Secrétaire Général Adjoint

Ibrahim Maïga
IBRAHIM MAÏGA

Mon Radar



Naissance d'un Quintuplet au CHU Gabriel Touré.

Hier soir quand la pluie battait son plein au centre de ville de Bamako, l'équipe du département de la Gynéco obstétrique du CHU Gabriel Touré était à pieds d'œuvre pour assister une femme en travail. Avec l'engagement et la volonté affichés de l'équipe médicale, la bonne dame a accouché de 5 merveilleux enfants dont une fille et quatre garçons. La maman et les enfants se portent bien. Durant toute la période de la grossesse, elle a été assistée par l'ANAM. Les premiers responsables des deux ministères à savoir la Santé et la promotion de la femme et de la famille ont effectué une visite aux nouveaux-nés et leur maman pour apporter le soutien du gouvernement et aussi montrer la valeur légendaire malienne la solidarité. Le Directeur Général Dr Abdoulaye Sanogo et son staff technique ont pris toutes les dispositions nécessaires pour apporter un confort aux nouveaux nés et les parents.

Un exploit de l'équipe médicale malienne à saluer.

Le Service de communication/CHU Gabriel Touré.



Alassane Ouattara 1h · 🌐

Je remercie mon frère, le Président Faure Essozimna Gnassingbé, pour son message d'amitié et de fraternité qui m'a été porté par son Ministre des Affaires Étrangères, de l'Intégration Régionale et des Togolais de l'Extérieur, Robert Dussey, ainsi que pour ses initiatives en faveur de la paix et de la sécurité dans notre sous-région.



■ Adja Cissé



Yamoussoukro : une centaine de camions citernes appartenant aux transporteurs Maliens en stationnement attendent d'être approvisionnés en produits pétroliers à partir de Yamoussoukro la capitale politique de la Côte-d'Ivoire où se trouve un dépôt de la GESTOCI. Là encore la

Côte-d'Ivoire viendra au secours de Bamako pour lui éviter une pénurie de carburant qui secoue le Mali.
Justice Konan



■ NIANG TV



Le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, S.E.M. Abdoulaye DIOP a reçu en audience, ce jour 19 juillet 2022, le Représentant de la CEDEAO au Mali. Les deux personnalités se sont félicitées de la levée des sanctions imposées au Mali avant d'aborder le point des préparatifs de la visite de travail du Médiateur de la CEDEAO, S.E.M. Goodluck Jonathan, prévue du 20 au 22 juillet 2022. Cette visite sera une étape importante pour le suivi de la mise en œuvre de certaines activités phares prévues dans le cadre du processus de la transition devant aboutir au retour à l'ordre constitutionnel apaisé et sécurisé. Abdoulaye Diop



■ Agriculture et Élevage en Afrique

À 22 ANS, IL INCARNE LA NOUVELLE GÉNÉRATION DE L'AGROBUSINESS AFRICAIN: ADAMA KANTÉ
Voici ses propos :



Adolescent, j'ai travaillé aux champs tous les jours, du matin au soir, pour économiser 10.000 francs CFA (15 euros, ndlr). Avec ça, j'ai pu acheter un arrosoir, une houe, et quelques semences. Puis j'ai loué un petit terrain de 20 m2 pour commencer ma production." Salade, tomates, persil.

Il cultive désormais 7 hectares de terres, en périphérie de Bamako, et considère l'agriculture périurbaine comme une solution pour approvisionner le marché local en légumes. "Notre objectif, c'est de pouvoir produire et vendre le moins cher possible, en limitant le coût du transport, et les intermédiaires", dit-il.

Il faut rappeler également que l'an dernier, Adama Kanté met en ligne une vidéo où on le voit creuser un puits plein de boue pour tenter d'en tirer de l'eau et sauver sa récolte. Elle est vue par des millions de personnes. "C'était un appel aux jeunes, pour tenter de les sensibiliser, de leur dire qu'il ne faut pas attendre de recevoir une aide de l'Etat ou d'avoir des moyens financiers importants pour commencer un projet", dit-il. Une démarche qui suscite l'intérêt d'investisseurs.

Mjc Business Formations

Ensemble valorisons notre savoir-faire

Source du texte : rtbf.be



■ Mohamed Bazoum



C est avec beaucoup de peine et de tristesse que je viens d'apprendre la disparition de mon aîné et ami Sanoussi Jackou. En cette douloureuse circonstance mes pensées vont à son épouse Françoise et ses filles.

■ Alassane Samba Diop



La drogue sous forme de comprimés dit « voler » est en train de décimer la jeunesse! Une nouvelle drogue: le gaz Elium, un produit utilisé à la base en pâtisserie est vendue à 5000f dans certaines boîtes de nuit aux Almadies! Cette drogue a rendu infirme beaucoup de jeunes!

Un dimanche triste ! Une mauvaise nouvelle pour tous ceux qui l'aiment ! Hamid Fall, est parti, brillant fiscaliste et inspecteur des impôts et domaines! Adieu cher ami! Allah t'accueille en son paradis !

Plus de 3 mille morts! Finalement ça se termine comme ça entre politiciens! Les morts? Entre pertes et profits!!!! A méditer



■ Colonel Assimi GOITA



J'ai invité, ce matin, les membres du Comité indépendant de suivi-évaluation des Assises Nationales de la Refondation (ANR) à évaluer rigoureusement les actions qui seront menées par le Gouvernement dans le cadre de la refondation de l'État.



■ Gouvernement du Mali



Coopération Mali-Banque mondiale : levée de la suspension des décaissements.

À la suite du paiement par l'Etat du Mali de ses échéances dus à la Banque mondiale dès la levée des sanctions de la CEDEAO et de l'UEMOA, le vice-président de la Région Afrique de l'Ouest et du Centre de la Banque M. Ousmane DIAGANA a adressé au ministre de l'Économie et des Finances une correspondance datant du 18 Juillet 2022, lui annonçant la levée de la suspension des décaissements relatifs aux projets et aux programmes financés par la Banque mondiale au Mali. « [...] Nous avons le plaisir de vous informer que la Banque mondiale a reçu tous les paiements en retard mentionnés dans l'avis de suspension et tous les autres paiements dus par le Pays Membre et l'Emprunteur et échus depuis la Date de suspension mentionnée dans ledit avis. Le Pays Membre et l'Emprunteur sont donc à jour de tous les paiements qu'ils doivent à la Banque au titre des prêts suspendus. Par conséquent, la suspension des retraits au titre des Prêts Suspendus a été levée à compter du 18 juillet 2022 » a mentionné le vice-président de la Banque mondiale dans la correspondance. Cette diligence du ministère de l'Économie et des Finances permettra ainsi, dans les plus brefs délais, le déblocage des paiements en souffrance des entreprises concernés et également la relance immédiate des activités desdits projets et programmes.

Préparez à **SUP MTI BENI MELLAL** votre carrière
 d'**INGÉNIERIE** et de **MANAGER**

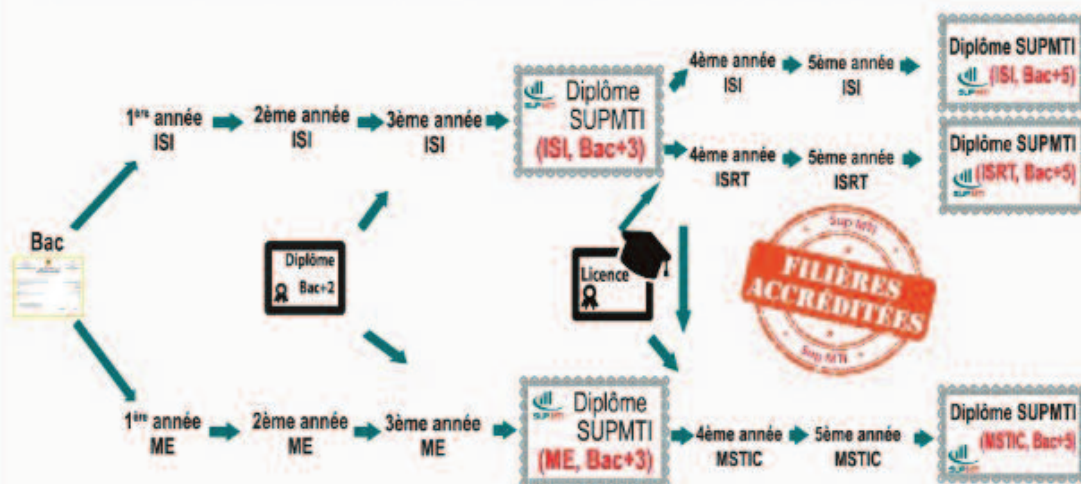
ÉCOLE DE MANAGEMENT

- ✓ Management des Entreprises (**ME Bac+3**)
- ✓ Management des Systèmes et Technologies de l'Information et de Communication (**MSTIC Bac+5**)

ÉCOLE D'INGÉNIERIE INFORMATIQUE, RÉSEAUX ET TÉLÉCOMS

- ✓ Ingénierie des Systèmes Informatiques (**ISI Bac+3**)
- ✓ Ingénierie des Systèmes Réseaux et Télécoms (**ISRT Bac+5**)
- ✓ Ingénierie des Systèmes d'Information (**ISI Bac+5**)

L'EXCELLENCE
 PAR LA FORCE
 DU GROUPE
 DES ÉCOLES
SUP MTI



Diplômes Bac+3 et Bac+5

Partenaires :



Certificats
 Internationaux :



Nationalités des étudiants de **SUP MTI Béni Mellal**



SUP MTI BENI MELLAL

Contacteur au Mali

Boulevard Hassan II,
 Quartier Al Adarissa
 (au-dessus du café voltaire)
 (+212) 612 993 056
 (+212) 5 23 42 22 33/34
 hamidaitsaid@supmti.ac.ma
 @supmtibm
 @SUPMTIBeniMellal

D&D Consulting
 HAMDALLAYE ACI2000, RUE 330, PORTE 10
 +223 698883 05/82017575
 mdoumbia1@yahoo.fr

Mali : Installation des membres du comité indépendant de suivi-évaluation des ANR



Le Président de la Transition, SE le Colonel Assimi GOÏTA, Chef de l'État, a présidé la cérémonie d'installation des membres du Comité indépendant de suivi-évaluation des Assises Nationales de la Refondation (ANR), ce mardi 19 juillet 2022, dans la salle des banquets de Koulouba.

Cette cérémonie s'est déroulée en présence du Chef du Gouvernement ; du Président du Conseil National de Transition (CNT) ; du Ministre de la Refondation de l'État, Chargé des Relations avec les Institutions ainsi que de plusieurs membres du Gouvernement. Ce Comité indépendant est pluridisciplinaire. Il est composé de juristes, d'experts, de planificateurs, d'anciens ministres et diplomates, ainsi que d'enseignants à la retraite. Leur choix ne relève nullement du hasard, a précisé le Chef de l'État.

Dans son allocution, lors de cette cérémonie d'installation des membres du Comité indépendant, le Président de la Transition a précisé que « la cérémonie de ce matin constitue un pas supplémentaire de notre peuple dans sa marche résolue vers la refondation de l'État ». Il a rappelé aux membres de ce Comité leurs missions : mesurer l'exécution et les progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations des ANR ; collecter des informations ; gérer les bases de données ; suivre les indicateurs de résultat ; produire et publier des rapports.

Selon Amadou Tioulé DIARRA, Avocat et Coordinateur Général, à travers cette cérémonie d'installation, le Président GOÏTA, vient de manifester l'intérêt qu'il portait non seulement aux travaux des Assises Nationales de la Refondation mais aussi aux suites qu'il souhaiterait donner à ce grand dialogue qui a réuni les Maliens, venus d'horizons divers et lointains.

Il a rassuré le Chef de l'État que dès cette installation, leurs rapports seront les baromètres qui vont servir à l'informer sur cette phase cruciale de l'évolution de l'État malien.

Le Président de la Transition a félicité les membres de ce Comité et les a invités à plus d'engagements afin de donner plus d'espoir au peuple malien, dont la résilience aux côtés des autorités de la Transition mérite une mention particulière.

Il les a instruits d'évaluer sans complaisance les actions qui seront menées par le Gouvernement dans le cadre de la refondation de l'État tout

Plainte contre le Mali aux Etats-Unis : Un lobbyiste américain réclame 94 millions de dollars pour non-paiement de ses honoraires



Le responsable du cabinet Stratcomms, Marc Porter, a porté plainte devant la cour du district du Nevada, (Etats-Unis), contre l'État malien, début juillet, pour manquement au paiement de ses honoraires dans le cadre des services effectués en 2018, visant à faciliter la réintégration du Mali à l'initiative américaine en faveur du développement, (le Millenium Challenge Corporation). Le lobbyiste américain réclame 94 millions de dollars américains.

Après avoir subi des sanctions économiques et monétaires fortes de la CEDEAO et de l'UEMOA, le Mali doit encore faire face à une contrainte économique. Une plainte est déposée à son encontre devant la cour du district du Nevada, aux Etats-Unis, par le lobbyiste américain Marc Porter. Le responsable du cabinet Stratcomms a saisi la justice américaine contre un manquement de l'État malien de lui payer des honoraires (près de 600 000 dollars sur un total de 1,2 million de dollars) dans le cadre de ses services auprès des autorités maliennes de l'époque, afin de faciliter des rencontres avec des ténors de l'administration de Donald Trump. Missionné par l'ancien Premier ministre Soumeylou Boubeye Maïga – décédé alors qu'il était en détention en mars dernier, le lobbyiste américain évoque des incapacités de se trouver de nouveaux interlocuteurs, notamment à causes des récents coups d'État de 2020 et 2021.

Selon Africa Intelligence, Marc Porter réclame à l'État malien un peu moins de 1,2 million de dollars de dédommagements, ainsi que 93 millions de dollars pour "enrichissement injuste". « Ce dernier montant fait référence à l'aide financière supplémentaire accordée par les Etats-Unis au Mali en 2020, dont il estime être à l'origine », a précisé notre source.

Issa Djiguiba /Source : LE PAYS

en les rassurant de son soutien effectif dans l'accomplissement de cette mission, dont la réussite sera celle de la Transition.

Source : Présidence de la République du Mali

BAC 2022 : 192 442 candidats dont 38% de filles



Le premier ministre Dr Choguel KOKALA MAIGA, a procédé, ce lundi 18 juillet 2022, au lancement des épreuves des examens du Baccalauréat, au lycée Bouillagui FADIGA. C'était en compagnie de Mme. SIDIBE Dedeou Ousmane ministre de l'éducation nationale et de 6 autres ministres.

Après les épreuves du DEF, du CAP et du BT, c'est le tour des examens du BAC. Ainsi, ils sont au total 192 442 candidats pour participer à l'examen dont 38% de filles.

Ces candidats sont répartis entre 424 centres à travers le pays en raison de 25 personnes par salles avec 2 surveillants. Le premier ministre après la montée des couleurs, a indiqué, que leur souci est la réussite des examens, afin que la refondation du Mali soit bien assise, pour une école prospère. « Sans une bonne école, il n'y a pas de pays, et pour que le pays soit en bonne santé, il faut qu'il ait une bonne école pour qu'il y ait ensuite des dirigeants exemplaires » a-t-il indiqué !

Après son discours, le PM et sa délégation ont procédé à des visites dans quelques classes pour prodiguer des conseils aux candidats qui, selon le ministre doivent éviter tout acte répréhensif, puisque l'espoir de toute la nation repose sur eux, selon le ministre.

Il a aussi souligné que, des ministres sont présents dans toutes les régions du pays pour représenter le président de la transition et le gouvernement pour le lancement.

Le ministre de l'éducation nationale, pour sa part, remercie les administrations scolaires et tous ses partenaires qui se sont donné la main pour épauler le département afin de pouvoir organiser ces examens. Toutefois, elle indique que le département a tenu compte des imperfections commises lors des examens du DEF pour améliorer les conditions du BAC. Ainsi, elle souligne que beaucoup d'innovations ont été faites pour que les résultats soient propres aux candidats eux-mêmes et non le résultat issu de la triche.

Ensuite, ils ont aussi procédé au lancement de l'IFM, qui examine autant que le BAC en ce jour de lundi 18 juillet.

PAR AMINA SISSOKO / Source : Info-Matin

Rectification de la trajectoire de la Transition : La ministre Sidibé Dédéou Ousmane appelle à l'implication de tous pour une éducation de qualité au Mali



Au deuxième jour, du déroulement des épreuves du Baccalauréat malien, la Ministre de l'Éducation Nationale s'est rendue dans des centres d'examen de la rive droite de Bamako, ce mardi 19 Juillet 2022. Madame Sidibé Dédéou Ousmane est allée toucher du doigt la réalité.

La matinée a débuté par l'ouverture de l'enveloppe contenant les sujets au centre Cheikh Anta Diop. Elle a pu constater sur place le dispositif mis en place par le président du centre et son équipe. Chaque candidat est soumis à une fouille corporelle avant d'accéder à la cour de l'école.

L'apprenant n'est pas autorisé à entrer dans la salle avec son téléphone. Autre constat impressionnant, dans les salles, même les surveillants ne sont pas autorisés, munis de leurs téléphones. Des dispositions saluées par la cheffe du département qui a saisi l'occasion pour appeler encore une fois, les différents acteurs à plus de vigilance et de clairvoyance.

Madame Sidibé Dédéou Ousmane a appelé les candidats à faire preuve de bonne moralité, en méritant le fruit de leur travail. Partout, où elle est passée, la Ministre Sidibé Dédéou Ousmane accompagnée des membres de son cabinet et de quelques responsables de l'académie d'enseignement rive droite, a salué le bon déroulement des examens.

Elle a également salué et remercié les efforts consentis par le Président de la Transition, Colonel Assimi Goïta et du Premier Ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga et de tout le gouvernement. A chaque occasion, depuis le CAP jusqu'aux épreuves du BAC qui se déroulent en ce moment, elle n'a cessé de saluer la solidarité gouvernementale autour des examens pour une éducation de qualité au Mali.

Source : CELLULE COM-MEN

www.malikile.com

Primature : Le chef du gouvernement reçoit les initiateurs de la nuit du mérite



Le Premier ministre, Choguel Kokalla Maïga, a reçu, le lundi 18 Juillet 2022 en audience les artistes initiateurs de la nuit du mérite. Cette soirée, organisée le 14 Juillet 2022 au Palais de la Culture de Bamako, se veut une reconnaissance à ceux là qui se sont sacrifiés pour le Mali. Il s'agissait pour eux d'honorer la mémoire des hommes et des femmes qui ne sont pour la plupart plus de ce monde. Mais pas seulement, il s'agit aussi et surtout de tous ceux qui œuvrent aujourd'hui pour restaurer l'honneur, la dignité et la souveraineté du Mali. Parmi ces acteurs, les autorités de la Transition occupent une place de choix qui a été démontrée de la plus belle manière par les artistes au cours de la soirée. Choguel aura incarné ici cet autre "Babougou Ntji". C'est d'ailleurs ces messages forts lancés qui ont marqué le Premier ministre qui bien que représenté, a tenu par reconnaissance aussi à être là.

Ces messages, à l'unité au respect du bien public, à la paix et à la justice ont constitué pour le Premier ministre une belle leçon de gouvernance. Le Premier ministre, a félicité les organisateurs avec à leur tête Adama Diallo et tous les Artistes et rassuré que cette mission de reconquête de notre souveraineté sous la direction du Président de la Transition le Colonel Assimi Goïta, sera poursuivie jusqu'au bout. Cette nuit, dira Choguel Kokalla Maïga, représente un des socles de la Refondation en cours au Mali.

CCRP /Primature

Levée des sanctions contre le Mali : La Banque Mondiale reprend ses décaissements au Mali



La Banque mondiale a levé la suspension de ses décaissements au Mali. L'annonce a été faite au ministre de l'Economie et des Finances par Clara de Souza, directrice des Opérations de l'institution pour le pays, à travers un courrier en date du 18 juillet 2022.

Pour rappel, c'est dans un autre courrier daté du 14 avril dernier que l'argentier informait les coordinateurs des projets et programmes financés par la Banque mondiale que cette dernière a décidé de suspendre ses décaissements au Mali. Le motif était l'accumulation des échéances au titre du service de la dette publique pendant plus de 45 jours.

Cette décision avait été prise lorsque Bamako était sous sanctions de la Cedeao, avec ses comptes gelés dans les banques centrales de la région, parmi lesquelles la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (BCEAO). Des sanctions levées début juillet par l'organisation régionale.

Source : Financial Afrik



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

BON A SAVOIR

■ C'EST QUOI L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ?

L'enrichissement illicite est :

- l'augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public sans rapport avec ses revenus légitimes, ou
- le train de vie que mène cet agent sans rapport avec ses revenus légitimes.

■ C'EST QUOI LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est la liste détaillée des revenus et des biens qui appartiennent à un agent public, transmise par cet agent aux autorités compétentes pour analyse et exploitation conformément à la loi.

■ QUI DOIT FAIRE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens concerne les personnalités suivantes : présidents d'institution, ministres et assimilés, présidents et membres des autorités administratives indépendantes, députés ou maires, autres ordonnateurs ou comptables publics, directeurs généraux, présidents d'établissement public, directeurs généraux, nationaux ou régionaux des services de l'Etat, magistrats, chefs d'état-major des armées, responsables de la passation de marchés publics, responsables des services financiers, d'assiette ou de recouvrement.

Les personnalités concernées sont environ 8 000.

■ OÙ FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est faite auprès du président de la Cour suprême. En retour, cette autorité délivre un récépissé à l'auteur de la déclaration de biens.

■ QUELS SONT LES REVENUS ET BIENS À DÉCLARER ?

- les revenus : salaires, indemnités, primes, autres accessoires de salaires, héritages, libéralités légalement reçues ;
- les biens meubles : véhicules, meubles et bijoux de valeur, objets d'art, comptes bancaires, argent en espèces, actions, parts sociales,
- les biens immeubles : maisons d'habitation, immeubles commerciaux ou professionnels, champs, vergers, animaux, terrains nus.

Tous les revenus et biens doivent être déclarés, qu'ils soient situés au Mali ou à l'extérieur.

■ QUELLES SONT LES PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

Les revenus et les biens déclarés doivent être soutenus par des pièces justificatives comme les titres fonciers, les lettres d'attribution, les concessions rurales, les concessions urbaines, les relevés de comptes bancaires, etc.

■ QUAND FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens doit être faite par l'agent public concerné :

- au début de la fonction ou du mandat qui crée l'obligation de déclaration de biens ;
- chaque année, au plus tard le 31 décembre ;
- à la fin de la fonction ou du mandat.

Le formulaire de déclaration de biens est téléchargeable en cliquant

www.oclei.ml

<https://www.facebook.com/Office-Central-de-Lutte-Contre-l-Enrichissement-Illicite>

Lutte contre la corruption : L'OCLEI renforce les capacités des OSC

A la faveur de la journée africaine de lutte contre la corruption, célébrée le 11 juillet de chaque année, l'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite a organisé, hier mardi 19 juillet 2022, un atelier de sensibilisation des acteurs des organisations de la société civile (OSC) sur le cadre juridique national et international de la lutte contre la corruption. La cérémonie d'ouverture était présidée par Dr Moumouni Guindo, président de l'OCLEI. Le thème retenu pour cette 6ème édition de la journée africaine de lutte contre la corruption est : « **Mécanismes et stratégies de gestion des fonds Covid** ». Dans la mise en œuvre de sa mission, l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI) accorde une grande place à la prévention de la corruption en général et de l'enrichissement illicite en particulier. La présente activité avec les organisations de la société civile impliquées dans la lutte contre la corruption entre dans cette dynamique. Elle vise à sensibiliser sur le cadre juridique national et international de lutte contre la corruption. A l'entame de ses propos, Dr Moumouni Guindo

a rappelé que la journée africaine de lutte contre la corruption est l'occasion pour les africains de faire un regard rétrospectif sur la lutte contre la corruption dans leurs communautés afin de voir ce qui fonctionne, ce qui ne fonctionne pas et ce qui reste à essayer. Elle a été instituée par le Conseil exécutif de l'Union Africaine à Addis Abeba en janvier 2017 pour célébrer la signature de la Convention africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption, intervenue le 11 juillet 2003 à Maputo au Mozambique. « **Selon une estimation récente de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique, notre continent perd plus de 50 milliards de dollars par an en raison des flux financiers illicites. Ces pertes sont tributaires des sorties illicites de ses ressources naturelles, d'objets précieux des sociétés africaines et de divers produits du crime** », a-t-il déploré.

Aux dires du président de l'OCLEI, en ce qui concerne le Mali, il ressort des rapports des structures de contrôle que de 2005 à 2019, l'Etat a perdu 1.266 milliards de FCFA des

suites de détournements de deniers publics, de fraudes aux marchés publics, de gaspillages et de détournements de biens de l'Etat. « **Ce manque à gagner aurait pu servir à financer la construction d'écoles, d'hôpitaux, d'infrastructures publiques, à donner accès à de l'eau potable aux populations entre autres. Il est estimé que ces moyens financiers spoliés à l'Etat pouvaient lui suffire pour construire 264 hôpitaux de haut standing, 1767 centres de santé de référence et environ 42 ponts etc. Evidemment, ces sorties frauduleuses de fonds ont un impact direct sur la qualité de vie de nos concitoyens. Elles freinent quasiment tous nos efforts de développement** », a-t-il ajouté.

Et de conclure qu'au Mali, la société civile est vivement attendue pour s'impliquer davantage dans la lutte contre la corruption. Elle rendrait la lutte encore plus effective et plus active par des actions de lobbying auprès des autorités publiques, des réclamations et des demandes d'information sur le traitement judiciaire des dossiers de délinquance financière, l'exploitation des rapports des structures de contrôle notamment ceux qui sont accessibles au public comme les rapports annuels de l'OCLEI, de la CENTIF, du BVG et même les rapports individuels détaillés du BVG qui sont en ligne sont à partir de 2019. Mme Barry Aminata Touré, représentante du président du Conseil national de la société civile, a martelé que son





organisation est résolument engagée à contribuer dans la lutte contre la corruption et la délinquance financière afin que les populations maliennes puissent jouir de leurs droits sociaux économiques et politiques et que la cohésion soit renforcée dans le pays. Elle propose que pour éviter une crise de

confiance entre l'Etat et les citoyens et un avenir incertain à notre pays, il faut renforcer les dispositifs de contrôle qui existent en matière de lutte contre la corruption, la délinquance financière et la violation des droits humains mais aussi les capacités de la société civile afin qu'elle puisse jouer son rôle en tant qu'ac-

teur du changement. « **Nous demandons aux autorités de la transition d'œuvrer à ce que les acquis en matière de réformes des finances publiques au Mali soient préservés et renforcés** », a-t-elle conclu.

■ Ibrahim Sanogo



CENTRE D'APPELS INPS

Appelez au : **20-70-51-70 // 20-70-51-71 // 20-70-51-72**

Une équipe professionnelle et dynamique à votre écoute

Du lundi au Jeudi

7h30 à 16h00

Vendredi

7h30 à 17h30

NOTRE AMBITION : MIEUX VOUS SERVIR

**-UN ACCUEIL CHALEUREUX
-UNE ORIENTATION SURE
-DES INFORMATIONS
FIABLES**

**Pour toutes informations et réclamations
relatives à l'INPS**

**-Renseignement sur
nos prestations**

**-Pièces à fournir et
suivi des dossiers**

**-Date et
Chronogramme de
paiement**

Mali-météo : Le défi de fournir des services de qualité à la population

La ministre des Transports et des infracteurs, Mme DEMBELE Madina Sissoko a présidé hier lundi 18 juillet 2022, la 19e Session à mi-parcours du Conseil d'administration de l'Agence nationale de la météorologie ; en du DG de Mali-Météo, Djibrilla Arboncana MAÏGA ; de l'ensemble des administrateurs.

Au cours de la présente session, les administrateurs ont procédé à l'examen du procès-verbal de la 18e session ordinaire du Conseil d'administration ; l'état d'exécution des recommandations issues de la précédente session ; le compte rendu d'activités de la période d'octobre à décembre 2021. Ils se sont également penchés sur le rapport du Commissaire aux Comptes sur la gestion financière 2021 ; l'état d'exécution du programme d'activités et du budget y afférent au 30 juin 2022.

À l'ouverture des travaux, la présidente du Conseil d'administration a rappelé que cette présente session à mi-parcours se tient dans un contexte sociopolitique et sécuritaire particulier, marqué par la persistance de la crise multiforme qui assaille notre pays depuis une décennie.

«Face aux changements climatiques, les services météorologiques doivent développer et améliorer leurs capacités afin de fournir des services de qualité à la population, aux décideurs, aux responsables de la gestion des catastrophes ainsi qu'aux autres utilisateurs», a dit Mme DEMBELE Madina SISSOKO.

Elle a toutefois félicité l'Agence pour les efforts qu'elle fournit.

« Dans le cadre de la prévention de risques de catastrophes, d'adaptation à la variabilité et aux changements climatiques, l'Agence Nationale de la Météorologie continue de renforcer ses capacités de surveillance du temps et du climat ; développer des services climatologiques et d'alerte précoce répondant aux besoins des secteurs vitaux de notre économie ; renforcer ses méthodes de diffusion des alertes en temps utile et au plus grand nombre de personnes » a-t-elle dit

Selon elle, les efforts fournis par l'Agence ont permis d'anticiper sur les phénomènes météo-

rologiques à fort impact en diffusant, à temps, des alertes météorologiques destinées au public et aux autorités chargées de la gestion des risques de catastrophes.

Il tâche rendu possible grâce, dit-elle, la modernisation des infrastructures météorologiques de base ; l'amélioration des outils de planification stratégique sectorielle ; l'amélioration du dispositif de communication de l'information destiné au public ; le renforcement des capacités des ressources humaines. Elle a tenu ainsi à remercier les membres du

Conseil en fin de mandat, et les féliciter pour le travail remarquable abattu ces 3 dernières années auprès de l'Agence nationale de la Météorologie.

« Comme vous le savez, la présente session à mi-parcours se tient dans un contexte sociopolitique et sécuritaire particulier marqué par la persistance de la crise multiforme qui assaille notre pays depuis une décennie », a-t-elle dit.

Mme la ministre a présenté l'état d'exécution des activités fait ressortir ce qu'à la date du 31 décembre 2021.

De son propos, il ressort que les activités prévues ont été exécutées à hauteur de 66% ; le budget a été exécuté en recettes à 90,4% et en dépenses à 92,55% A la date du 30 juin 2022, 38% des activités ont été exécutés ou en cours d'exécution, 24,89% des recettes ont été réalisés et 21,87% des dépenses engagées.

PAR CHRISTELLE KONE
Source : Info-Matin



Mali : Les mouvements touareg s'inquiètent pour le processus de paix et dénoncent "l'abandon" de l'accord d'Alger



Les ex-rebelles de la Coordination des mouvements de l'Azawad étaient réunis les 16 et 17 juillet 2022 à Kidal, la grande ville du nord du Mali, toujours sous leur contrôle.

Le fossé se creuse entre Bamako et Kidal, bastion de l'ancienne rébellion touareg, menaçant le fragile processus de paix lancé en 2015. Les ex-rebelles de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), réunis les 16 et 17 juillet 2022, "dénoncent avec inquiétude l'abandon de la mise en œuvre de l'Accord (d'Alger) notamment depuis l'avènement du gouvernement de transition". La CMA, poursuit le communiqué diffusé le 17 juillet, "se réserve le droit d'en tirer toutes les conséquences".

LES TOUAREGS PROCHES DE LA RUPTURE

La CMA, alliance de groupes touareg et nationalistes arabes du nord Mali en rébellion contre le pouvoir central, regrettait déjà en mars 2022 "l'absence totale de progrès dans la mise en œuvre de l'accord d'Alger", après les deux coups d'Etat militaires d'août 2020 et

mai 2021.

C'est la première fois que les ex-rebelles de la CMA ne réaffirment pas leur attachement à l'accord de paix d'Alger signé en 2015. Il prévoit l'intégration d'ex-rebelles dans les forces de défense maliennes ainsi qu'une plus grande autonomie des régions. L'application de l'accord demeure à l'arrêt alors qu'il est considéré comme crucial pour une stabilisation du Mali, pris dans la tourmente depuis plus de dix ans.

UN NOUVEAU LEADER

Autre signe d'inquiétude, la réunion de Kidal a acté un changement à la tête de la CMA, où Bilal Ag Acherif a été remplacé par Alghabas Ag Intalla, présenté comme proche du chef touareg malien Iyad Ag Ghalay, dirigeant du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM). Une nomination, lourde de menaces, qui pourrait annoncer un possible rapprochement des ex-rebelles touareg avec les groupes jihadistes. Le GSIM (ou Jnim en arabe) est la principale alliance jihadiste au Sahel, liée à Al-Qaïda. L'organisation est responsable de centaines d'attaques contre les soldats maliens et les populations civiles ces dernières

années.

Une certitude : les indépendantistes touareg et les plus radicaux gagnent du terrain au sein du CMA et proposent de quitter le processus de paix. L'histoire politique des Touaregs a été marquée depuis la colonisation française par ce débat interne entre partisans de la négociation et ceux de la résistance armée.

PROTÉGER LES POPULATIONS

La CMA a toutefois "condamné toutes les formes de violences et de terreurs exercées sur la population civile" et "déploie l'absence d'une réponse appropriée à cette situation dramatique", dans son communiqué. La crise politique au Mali va de pair avec une grave crise sécuritaire en cours depuis le déclenchement, en 2012, d'insurrections indépendantiste et jihadiste dans le nord.

Ces violences, qui ont gagné le centre ainsi que le Burkina Faso et le Niger voisins, ont fait des milliers de morts civils et militaires ainsi que des centaines de milliers de déplacés au Mali.

Source : francetvinfo

Modibo MAO Makalou : « La stratégie de croissance pour la relance de l'économie malienne suite à la levée des sanctions de la CEDEAO et de l'UEMOA »

Produit Intérieur Brut (PIB) réel c'est à dire la valeur des biens et des services produits au Mali s'est contracté de 1,2 % en 2020 suite à la Covid-19 et une mauvaise campagne agricole liée au de la culture du coton dans les zones rurales. Le PIB réel a cependant augmenté de 3,1 % en 2021, et les prévisions du Ministère de l'Économie et des Finances du Mali avaient envisagées une hausse du PIB réel en 2022. Cependant, les sanctions économiques, financières et commerciales infligées au Mali le 9 janvier 2022 par la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) mais qui ont été levées le 3 juillet 2022 en sus des effets négatifs de la Covid-19 et de la guerre en Ukraine risquent de réduire de moitié la croissance économique réelle à environ 3% selon les estimations de la Banque Mondiale.



La levée effective des sanctions financières imposées par la CEDEAO et l'UEMOA au Mali met un terme au gel des avoirs de l'État malien et ceux des entreprises publiques et parapubliques à la BCEAO, ainsi qu'au blocage des transferts de même que l'accès de l'État malien aux systèmes de paiement de la BCEAO. Rappelons que les sanctions économiques, financières et commerciales ont paralysé l'économie du pays durant 6 mois et empêché l'État et les banques maliennes d'honorer leurs engagements vis à

vis de leurs créanciers. Depuis la mise en place des sanctions le 9 janvier 2022, la dette intérieure s'élève à 346 milliards FCFA pour les titres des marchés publics (TMP) pour 2022. Le Mali est un pays vaste, enclavé et semi-aride. Notre pays est entouré de 7 voisins tous membres des communautés économiques régionales de l'Union Africaine : 5 sont membres de la CEDEAO (dont 4 membres de l'UEMOA) et 2 sont membres de l'Union du Maghreb Arabe (UMA). L'économie du Mali est la 5ème économie de la Communauté Économique des

Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la 3ème économie de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Selon la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la part des pays de l'UEMOA dans les importations totales se chiffrait à 43,4 % soit un montant de 1.275,7 milliards de F CFA en 2020 contre 43,9 % soit 1.320,8 milliards de F CFA en 2019. Les importations du Mali dans l'UEMOA confirment le Sénégal et la Côte d'Ivoire comme les 2 principaux fournisseurs du Mali dans l'UEMOA avec des

parts respectives de ces deux pays dans les importations du Mali du Sénégal de 45,5% et de la Côte d'Ivoire de 35,4% en 2020, les parts des deux pays étaient de 51,7% pour le Sénégal et de 30,8% pour la Côte d'Ivoire en 2019. Le Mali est aussi dépendant des ports de Dakar et Abidjan pour son commerce international (importations et exportations) qui constitue 60% de son activité économique (PIB).

Les importations en provenance des pays de l'Uémoa restent dominées par les produits pétroliers. En effet, celles-ci sont ressorties à 665,8 milliards de F CFA en 2020, soit 61,4 % des importations du Mali. Ces produits proviennent pour l'essentiel du Sénégal et de la Côte d'Ivoire, qui représentent respectivement 53,0 % et 36,7 % des importations de produits pétroliers du Mali au sein de l'Uémoa. Les importations intra-UEMOA portent également sur les matériaux de constructions et les produits alimentaires. Ces produits ont représenté respectivement 8,9 % et 5,9 % du total des im-

portations en provenance de l'Uémoa en 2020. Pour relancer son économie, le Mali devrait essentiellement utiliser la politique budgétaire ou fiscale qui constitue le meilleur instrument de politique économique conjoncturelle. Il s'agira essentiellement à travers les dépenses publiques de cibler les secteurs clés et les services de base essentiels, comme l'agriculture, l'éducation, la santé, la protection sociale, l'eau potable, l'industrie, les logements, le développement urbain et l'assainissement, de même que des infrastructures de base de qualité qui ont une forte incidence sur la réduction des inégalités, surtout parmi les couches les plus vulnérables, notamment le secteur informel, les femmes, les filles et les jeunes mais aussi d'augmenter, de diversifier et de transformer la production nationale.

Aussi, la stratégie de croissance de notre pays devrait se fonder également sur le renforcement de l'innovation et la recherche pour développer l'économie numérique et l'agro-industrie, qui stimuleraient la produc-

tivité du pays. Les investissements publics doivent impérativement servir de levier pour la croissance et le développement en y associant le secteur privé pour créer de la valeur ajoutée et des emplois.

Les périodes de crise sont des moments cruciaux dans la vie des nations qui peuvent être transformées en opportunités à travers des réformes conjoncturelles et/ou structurelles pour améliorer le bien-être et les conditions de vie des populations. Aussi, la paix et la sécurité constituent des préalables à tout développement économique. Afin de se prémunir contre les chocs exogènes, le Mali devrait diversifier son économie en créant plus de valeur ajoutée tout en favorisant le désenclavement intérieur et extérieur et en multipliant les corridors au sein de la CEDEAO.

Bamako, le 18 juillet 2022

Modibo Mao MAKALOU
Économiste et gestionnaire financier



L'INPS demeure au service des populations maliennes pour leur offrir l'espoir d'un avenir radieux



L'INPS au service des assurés sociaux



**INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE**



www.inps.ml



Email : inps@inps.ml



[INPS.Mali](https://www.facebook.com/INPS.Mali)



[@INPS_Mali](https://twitter.com/INPS_Mali)

Installation des membres du comité indépendant de suivi-évaluation des ANR : Un pas majeur pour la mise œuvre des recommandations des ANR

Mesurer et apprécier l'exécution et les progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations des Assises Nationales de la Refondation, telle est la mission fondamentale des membres du Comité indépendant de suivi-évaluation des ANR. Ils ont été installés et renvoyés dans l'exercice de leur mission par le Président de la Transition, le Colonel Assimi GOÏTA. C'était hier mardi 19 juillet 2022, dans la salle des banquets de Koulouba, en présence du Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga, du Président du Conseil National de Transition, le Colonel Malick Diaw, du ministre de la Refondation de l'État, Chargé des Relations avec les Institutions, Ibrahim Ikassa Maïga et de plusieurs autres membres du gouvernement.

Ils sont juristes, experts, planificateurs, anciens ministres, diplomates et des enseignants émérites la retraite. Leur choix ne relève nullement du hasard, a précisé le Chef de l'État. Le comité indépendant aura la lourde et exaltante mission d'évaluer sans complaisance les actions qui seront menées par le gouvernement dans le cadre de la refondation de l'État.

Mesurant l'immensité de la mission, Amadou Tioulé Diarra, a certifié qu'à travers cette cérémonie d'installation, le Président de la Transition le Colonel, Assimi Goïta, vient de manifester l'intérêt qu'il portait non seulement aux travaux des Assises Nationales de la Refondation mais aussi aux suites qu'il souhaiterait donner à ce grand dialogue qui a réuni les Maliens, venus d'horizons divers et lointains. « Cette installation, leurs rapports seront les baromètres qui vont servir à l'informer sur cette phase cruciale de l'évolution de l'État malien », a-t-il rassuré. Pour le Chef de l'État, le Colonel Assimi Goïta, cette cérémonie constitue un pas supplémentaire de notre peuple dans sa marche résolue vers la refondation de l'État. En effet, il y a



quelques mois se tenaient les Assises Nationales de la Refondation qui ont regroupé dans une véritable communion les maliennes et maliens de l'intérieur comme de l'extérieur. L'objectif des Assises Nationales de la Refondation, faut-il les rappeler, était de faire l'état de la nation sans aucune complaisance et de tracer les voies de la refondation de la nation. « En recevant le rapport des Assises Nationales de la Refondation, je m'étais engagé à mettre en place une structure indépendante chargée de la mise en œuvre des recommandations faites à cette occasion d'où le comité indépendant de suivi-évaluation de la mise en œuvre des recommandations des Assises nationales de la refondation », a-t-il précisé.

Ce Comité, dira le Président de la Transition, aura pour missions de mesurer et d'apprécier l'exécution et les progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations des Assises Nationales de la Refondation. A cet effet, il devra collecter des informations, mettre en place et gérer la base de données sur les indicateurs de résultat et enfin produire et pu-

blier des rapports. « Le choix porté sur vous n'est nullement un fait du hasard car vos parcours respectifs démontrent votre expertise ainsi que votre engagement pour le Mali. Je voudrais à cette occasion vous féliciter et vous inviter à plus d'engagements afin de donner plus d'espoir à notre peuple dont la résilience au côté des autorités de la transition mérite une mention particulière. La tâche qui vous attend ne sera pas de tout repos pour la simple raison qu'il s'agira pour vous d'évaluer sans complaisance les actions qui seront menées par le gouvernement dans le cadre de la refondation de l'État. Enfin, le président de la Transition espère que les membres de la commission accompliront leurs missions avec dévouement et l'impartialité », a-t-il souhaité.

Le Colonel Assimi Goïta a félicité les membres du comité indépendant de suivi-évaluation des Assises Nationales de la Refondation et les a invité à plus d'engagement afin de donner plus d'espoir au peuple malien.

■ Ibrahim Sanogo

Rédaction d'une nouvelle constitution : L'ambassadeur Cheick Sidi Diarra donne son avis

Le Décret n°2022-0342/PT-RM en date du 10 JUIN 2022 du Président de la Transition crée une Commission chargée d'élaborer une nouvelle Constitution.

Il y a de cela un peu plus d'une année, je soulevais les questionnements ci-après à propos d'une autre initiative de révision de la Constitution de 1992.

«La réforme d'une Constitution est l'acte le plus important qu'une Nation puisse poser. Elle détermine l'évolution des choix sociétaux. Elle détermine les institutions que la Nation voudra préserver, celles dont elle veut se passer et celles nouvelles qui incarneront les priorités tout aussi nouvelles.

Elle détermine les relations entre les institu-

tions, en tirant les leçons des insuffisances et déséquilibres actuels ayant conduit à la crise qui nous assaille.

Un travail d'une telle importance doit émaner d'orientations claires que seules les forces vives de la Nation peuvent définir...»

Les mêmes questionnements persistent à propos de la rédaction d'une nouvelle Constitution.

La Commission désignée a certainement reçu des orientations stratégiques.

Ces orientations sont d'abord des choix politiques avant d'être traduites en texte juridique régissant la vie de la nation..

Et quelle est l'entité légitime pour définir ces choix sociétaux ? Les experts de la Commis-

sion nationale? Le Président de la Transition ? L'organe législatif? Que non! Ce sont les forces vives (partis politiques, société civile) de la Nation qui doivent définir ces orientations dans une démarche concertée et consensuelle.

C'est seulement après cela que la Commission d'experts intervient pour traduire dans les textes juridiques les orientations reçues.

Ne vous dites jamais que le «oui» ou le «non» résultant d'une consultation référendaire suffit à exprimer le choix du peuple. Ce serait une arnaque.

L'autre question majeure est le choix de l'élaboration d'une nouvelle Constitution vers quelle destination? La 4e République?

C'est un leurre de penser aller à la 4e République aussi aisément.

Pour y aller, il est une question préjudicielle à laquelle il faudra répondre. Quelle sera la forme de notre 4e République?

Le Régime purement présidentiel? On n'en voudrait pas, car nos présidents au Mali sont des Mandé Mansa, sans aucun contre-pouvoir. Leur seule limite c'est celle que les coups d'Etat leur imposent.

Le régime semi-présidentiel? C'est celui que nous avons essayé depuis 1992. Le Gouverne-



ment y est supposé «déterminer et conduire la politique nationale», mais dans la pratique le Premier ministre n'a aucune indépendance vis-à-vis du Président de la République. Il est à sa merci.

Allons-nous vers le système parlementaire? C'est un système de gouvernance très instable, qui est fonction de là où la majorité parlementaire se trouve. Il suffit d'un changement de majorité parlementaire ou d'alliance pour que le Gouvernement tombe. C'est l'exemple en Israël, en Italie, au Japon (un royaume) et dans les pays de l'Europe du Nord. C'était le cas en France sous les 3e et 4e Républiques.

Si nous voulons des institutions stables et fortes, le système parlementaire n'est pas pour nous.

Enfin, nous avons le système en Afrique Australe où le Président de la République est élu au suffrage indirect par la majorité au Parlement. Le Parlement le démet également de ses fonctions avant terme en cas de mauvaise gouvernance avérée.

En dehors de ces systèmes, je n'en connais pas d'autres qui soient républicains à moins de revisiter l'empire ou le royaume que nous avons déjà pratiqué et dont on aime à se réclamer.

La dernière question, qui est de loin la plus importante c'est celle de savoir le dessein qui se cache derrière le projet de nouvelle constitution?

En général, les initiateurs d'une nouvelle constitution cherchent à tripatouiller dans leurs textes fondamentaux pour faire table rase du passé et pouvoir briguer un énième mandat.

L'autre hypothèse c'est toujours pour faire table rase du passé afin d'absoudre une turpitude ou un crime sanctionné par la constitution existante.

Si nous n'avons aucune des intentions ci-dessus, je suggérerai fortement qu'on s'en tienne à une révision de la Constitution, surtout que nous vivons une expérience d'exception qui n'est pas nécessairement habilitée à rédiger le texte fondamental de la Nation pour toute une génération.

J'ai écrit ceci et je l'offre comme contribution au débat.

Cheick Sidi Diarra
Source : Info-Matin

Brouille diplomatique entre le mali et l'extérieur : L'appel à l'apaisement de Moussa Mara

L'ancien Premier ministre et ancien président du parti Yelesma, Moussa Mara, a appelé les autorités maliennes à jouer la carte de l'apaisement face aux tensions entre le Mali et la Côte d'Ivoire, et celles avec la communauté internationale au sujet des rotations de la Minusma. L'expert-comptable estime que le Mali fragile a plus que jamais besoin de l'extérieur pour sortir de la crise profonde qu'il traverse.



A la différence des autres hommes politiques qui ont gardé un silence de mort sur la crise entre le Mali et la Côte d'Ivoire au sujet des 49 militaires ivoiriens déclarés "mercenaires", Moussa Mara, lui, a donné son avis.

En effet, dans une vidéo de 08 minutes publiée ce lundi 18 juillet 2022 sur sa page Facebook, l'ancien Premier ministre a exprimé ses inquiétudes par rapport à certaines situations sur lesquelles il trouve important d'attirer l'attention des autorités de la transition afin qu'elles fassent attention. « Ces derniers temps, forces

est de constater quelques tensions. Des tensions entre notre pays et ses voisins, notamment la Côte d'Ivoire et des tensions entre notre pays et la Communauté internationale avec la Minusma », a déploré Moussa Mara. Pour cet expert-comptable, le Mali est fragile. Il estime d'ailleurs que l'essentiel des activités doit se faire par rapport à la levée de ces fragilités. « Nous avons aujourd'hui des difficultés à faire face, notamment l'augmentation du coût des produits de première nécessité. La vie chère est une réalité. Et l'État, pour faire face à cette vie chère, a besoin de moyens et



ces moyens font défaut. Si le prix du carburant a augmenté de manière exponentielle ces derniers temps, c'est parce que l'État n'a pas pu disposer des moyens pour amortir l'augmentation des prix des hydrocarbures au niveau international », explique Moussa Mara dans sa vidéo. Il ajoute que le Mali a aussi des difficultés à fournir des engrais aux producteurs. Conséquences, selon Mara, il y aura au moins 5 millions de Maliens qui auront besoin d'être assistés.

A cela s'ajoute, selon l'ancien Premier ministre, la lutte contre l'insécurité, la grogne sociale... dont la gestion nécessite beaucoup de moyens. Ce n'est pas tout, l'État malien est fortement endetté, aux dires de Moussa Mara. Pour gérer tous ces problèmes, le Mali, ce sont des centaines de milliards de FCFA qu'il va falloir payer pour faire face à ces problèmes. « Avec tous ces problèmes, l'État malien a besoin d'au moins 1000 milliards de F CFA dans les deux ou trois mois à venir. Ces 1000 milliards, ce n'est pas au Mali qu'il faut les chercher, nous aurons besoin de l'extérieur pour nous aider à les mobiliser », estime l'expert-comptable.

Appel aux autorités de la transition

Les 49 militaires ivoiriens sont toujours en détention. Le Mali compte les confier à la justice pour trancher leur sort même si les autorités ivoiriennes ont demandé leur libération sans

condition. Les tensions sont vives. Et Moussa Mara invite les autorités maliennes à jouer la carte de l'apaisement avec ce pays voisin et frère. « J'implore nos autorités à faire en sorte que les tensions croissantes vis-à-vis de l'extérieur soient apaisées, que nous réglions rapidement le différend avec la Côte d'Ivoire. La géographie s'impose à nous. Nous n'avons pas à choisir nos voisins. Et la Côte d'Ivoire est un pays important pour notre pays. Nous avons quelques millions de Maliens qui y vivent. Elle nous fournit de l'électricité sans discontinuer, même en cas de difficultés de paiement de notre part. Nous ne pouvons pas nous permettre d'être en difficulté avec un pays aussi important », a déclaré.

Sur la question de la tension avec la commu-

nauté internationale au sujet des rotations de la Minusma, Mara estime que le Mali doit tout faire pour que la tension naissante avec la communauté internationale à travers la Minusma soit rapidement apaisée. « Il faut éviter d'ouvrir tous les jours de nouveaux fronts, et surtout quand nous aurons besoin de l'aide extérieure à nos besoins intérieurs. Je demande à nos autorités de tenir compte de ces réalités qui s'imposent », estime l'ancien maire de la commune IV du district de Bamako.

Pour Moussa Mara, la refondation nécessite un environnement serein, la collaboration et le partenariat avec l'extérieur.

Boureima Guindo
Source : LE PAYS



Exposition d'œuvres d'art : Protéger le patrimoine culturel malien

Hamane Demba CISSÉ, Secrétaire général du ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, a présidé le 15 juillet 2022 le vernissage de l'exposition des œuvres d'étudiants et élèves des écoles et galeries d'art du Mali. La cérémonie a eu lieu au Musée national du Mali.

Des étudiants et élèves de l'École supérieure d'ingénierie, d'architecture et d'urbanisme (Esiiau), du Conservatoire des arts et métiers multimédia Balla Fasséké Kouyaté, de l'Institut national des arts (INA) et de la Galerie Médina y ont pris part. Lors de l'exposition, les intervenants ont tour à tour souligné l'importance de la calligraphie dans le patrimoine écrit et sa place dans les manuscrits anciens du Mali. Avant de saluer

l'initiative et félicité les écoles et les candidats pour leur participation. Aussi, des attestations de participation ont été remises aux élèves et étudiants participant à ce programme, financé par le royaume d'Espagne. Ensuite, une visite guidée des œuvres exposées a mis fin à la cérémonie. A noter que ladite exposition a enregistré la présence, outre du Secrétaire général du ministère en charge de la Culture, celle du chef

de Cabinet dudit département, du représentant du chef de Bureau de l'Unesco au Mali, du Directeur national du patrimoine culturel, du Directeur général adjoint du Musée national du Mali, du Directeur exécutif de l'ONG Savama-DCI. Également, celle des responsables des écoles et galeries d'art en carrière. Plusieurs membres du Secrétariat général et du cabinet du ministère en charge de la Culture, mais aussi de plusieurs personnalités du monde de la Culture et de l'Éducation nationale, ainsi que des élèves et étudiants étaient présents.

A savoir que l'exposition s'inscrit dans le cadre du Programme de réhabilitation du patrimoine culturel et de sauvegarde des manuscrits anciens du Mali dont la mise en œuvre est assurée par la Direction nationale du Patrimoine culturel (Dnpc), dirigée par Moulaye Coulibaly.

Fatoumata Fofana
Source : Tjikan



Élections législatives du 31 Juillet au Sénégal : Le spectre de la cohabitation plane....

La campagne électorale bat son plein, charriant une vague déferlante de violence qui va crescendo et inquiète énormément les Sénégalais, à deux semaines des élections législatives retenues pour le 31 juillet prochain. Après le rythme piano des visites de courtoisie aux dignitaires religieux le jour de l'Aïd el Kebir, la coalition de la majorité présidentielle met le turbo, sur l'axe Thiès, Tivouane, Louga, Saint Louis, Richard Toll, Dagana, puis cap au nord sur les terres du Fouta, bastion de l'APR et réputée « titre foncier » du président Maky Sall.

A chaque étape, BBY a drainé des foules immenses de militants et simples badauds, dans une ambiance carnavalesque, brandissant le bilan matériel de Maky Sall. Et pourtant, paradoxalement, le sentiment le plus diffus est une probable bérézina de BBY.

La tête de liste de la majorité présidentielle BBY, l'ancienne Première Ministre Aminata Touré après une tournée des Chefs religieux à la faveur de l'Aïd el Kebir, a commencé sa campagne par une gigantesque caravane dans le nord du pays, sur ces terres du Fouta, réputées « titre foncier » de son mentor.

Ses hôtes, dans ce département de Podor, à Ndioum, le ministre de l'Économie et des Finances Abdoulaye Daouda Diallo, et celui de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Cheikh Oumar Anne, ont mis les petits plats dans les grands, et réussi le pari de la mobilisation, de l'organisation et de l'animation. A Ndioum, les deux principaux leaders

du département ont fumé le calumet de la paix devant des milliers de personnes acquis à leur cause et rassuré leurs militants sur la sincérité de leur unité, face à l'impérieuse nécessité d'une victoire à ces législatives.

L'ancienne ministre Garde des sceaux du président Sall a connu le même succès dans l'étape suivante, dans le Fouladou où elle a été accueillie en grandes pompes, dans une indescriptible liesse populaire qui a culminé à Gouloumbou, après les étapes de Missirah, Vélingara et Médina Yoro Foula.

A chacune de ces deux étapes, Aminata Touré a vanté les réalisations du président Maky Sall et demandé à ses militants et aux populations de voter pour BBY, afin de lui donner une ma-

ajorité confortable lui permettant de continuer à œuvrer pour l'émergence du Sénégal.

Ainsi dans le département de Vélingara, l'ancienne présidente du Conseil Economique et Social soulignera que « **Vélingara, jadis parent pauvre des investissements publics a changé, parce que des efforts notoires ont été réalisés par le régime, on peut citer la réhabilitation de l'axe Vélingara-Mandat Douanes, Vélingara-Koukane-Dabo-Sinthiane Aladji. Ici 12.795 Bourses familiales ont été attribuées et plus de 125 000 personnes bénéficient de la couverture maladie universelle (CMU). Pendant que la Délégation à l'Entrepreneuriat Rapide (DER) a investi plus de 4 milliards**





SENEGAL ELECTIONS LEGISLATIVES OUVERTURE DE LA CAMPAGNE ELECTORALE

et le Fongip plus de 52 milliards pour accompagner les femmes et les jeunes. D'autres infrastructures sont en train d'être édifiées. Il s'agit de la construction de la route Médina-Pakane Biaro, de l'agropole Sud, de l'électrification par mini centrale solaire grâce au Pamacel. On se demande alors, pourquoi malgré ce bilan matériel reluisant et les foules que drainent la caravane de la campagne de BBY, l'idée d'une cohabitation possible, voire probable est bien dans l'air du temps ?

Elle est nourrie par les sorties impressionnantes de l'inter coalition Yééwi-Wallu et quelques sondages d'opinions dont on peut s'interroger, certes sur leur fiabilité, mais qui sont loin d'être une simple vue de l'esprit.

En effet, circule sur la toile un document selon lequel « les enquêtes et analyses de données donnent l'opposition gagnante dans trois régions (Ziguinchor, Dakar, Diourbel) ; Six départements seraient à même de basculer dans le panier de Yééwi Askanwi : Thiès, Kédougou, Tivaouane, Kébémér, et Bounkiling ». Selon ce sondage la coalition Yééwi Askanwi pourrait engranger 19 Députés sur la liste nationale proportionnelle, la coalition Wallu pourrait en arracher 15 Députés. Ce qui fait un total de 78 sièges, auquel il faut ajouter les

13 sièges sur les 15 possibles au niveau de la Diaspora.

Les résultats de ce sondage doivent faire froid au dos des principaux responsables de la majorité.

C'est qu'en réalité, si le bilan matériel et infrastructurel de Maky Sall est incontestablement élogieux, il en est autrement de son bilan immatériel. Et le drame c'est qu'il a été justement élu pour ce bilan immatériel : réformes institutionnelles, bonne gouvernance, redevabilité, justice et équité, respect des libertés individuelles et collectives. Toutes choses reléguées aux calendes grecques dès son accession au pouvoir. Alors même que ceci était comme un pacte pour le formidable mouvement populaire issu des Assises Nationales et qui l'a porté au pouvoir un soir de 2012, face à Wade. Sous ce registre les magistères de Maky Sall sonnent comme une trahison aux yeux de la classe politique qui l'a porté au pouvoir, alors que son parti l'APR était encore naissant. Benno Bokk Yakaar étant le creuset des différentes forces politiques, alors opposées à l'idée d'un troisième mandat de Wade. Il s'y ajoute que tous les actes posés par le locataire du Palais de Roume portent à faire croire qu'il est candidat à un troisième mandat, contre les dispositions de la loi fondamentale.

Alors qu'en 2012, il fut au nombre des détracteurs irréductibles de Wade, notamment contre un troisième mandat pour le Pape du Sopi.

Par ailleurs le contexte de crise économique aigue que traverse le pays avec une augmentation exponentielle des prix des denrées de premières nécessité, soulève en ce moment la colère et le désarroi des ménages et des travailleurs, qui ont fini de par décréter des mouvements de grève. Tant dans le secteur privé que public, notamment les fonctionnaires du ministère du commerce. Alors que les étudiants de l'Université Gaston Berger de Saint Louis ont fini de saccager leur campus social, finalement fermé, par les autorités Universitaires, et qu'à l'UCAD les cours sont simplement arrêtés.

Pire, la liste des morts depuis les événements du 17 Juin s'allonge, provoquant une clameur pour que la lumière soit faite, alors que vont crescendo les échauffourées entre différentes coalitions qui se croisent lors des caravanes. Maky Sall est à Juba au Soudan du Sud, en pèlerin de la paix, alors que sa case menace de brûler !

■ Samba Moussa LY

Frontière guinéo-sénégalaise : Les raisons du blocage des camions de nitrate d'ammonium



Des camions transportant du nitrate d'ammonium en provenance du Sénégal se sont vus stopper net du côté de Koundara, peu après la frontière guinéo-sénégalaise. Une information que les autorités préfectorales ont confirmée à Guineenews, tout en apportant des précisions sur les motifs réels de la décision qui n'est pas du fait de la Guinée.

Au contraire, selon le préfet de Koundara, la cause de l'immobilisation des camions chargés de nitrate d'ammonium est à chercher auprès de la société Nitrate Dakar. En tout cas, explique notre source, les camions sont immobilisés pour cause de litige entre cette so-

ciété et des partenaires avec lesquels elle sous-traitait le transport.

L'autre précision apportée par le Lieutenant-Colonel Abdouhamane Keïta, c'est que les camions au nombre de 52 cinquante-deux, selon des sources concordantes, sont en partance pour Siguiri, et seraient pour une société minière. Avant de démentir les allégations selon lesquelles, la société sénégalaise paierait à la Guinée, des frais de stationnement journaliers d'une valeur de 500 mille francs guinéens par camion. Et de confier que « la douane guinéenne est pressée de voir le contentieux réglé afin que les camions quittent leur lieu de stationnement ». Aux dernières nouvelles d'ail-

leurs, eu égard à la nature de la substance transportée, les autorités préfectorales de Koundara auraient instruit aux camionneurs de retourner sur le territoire sénégalais, le temps que le Nitrate Dakar règle son différend avec ses partenaires. En prenant cette décision, le Lieutenant-Colonel Adbourahmane dit ne vouloir prendre aucun risque. Surtout que c'est l'explosion d'un dépôt de nitrate d'ammonium qui a failli récemment rayer Beyrouth de la carte.

Nous y reviendrons

Source : GuinéeNews

Transition guinéenne : Le médiateur Thomas Boni Yayi attendu ce mardi à Conakry

Initialement annoncé pour demain, le médiateur de la crise guinéenne, pourrait arriver à Conakry dès ce mardi soir. Des sources concordantes l'ont confié à GuinéeNews ce matin. Sauf changement de dernière minute, l'ancien président du Bénin, Thomas Yayi Boni est attendu dans la capitale guinéenne, 24 heures avant l'arrivée des nouveaux présidents du Conseil des chefs d'Etat et de la commission de la CEDEAO. Selon une source diplomatique, le médiateur

arrive en fin de journée. A propos du temps que la délégation prendra, notre source suggère que « c'est le terrain qui va commander parce que d'un côté, il y a le médiateur et de l'autre, il y a le président en exercice et celui de la commission ». Et d'ajouter que probablement, « le médiateur pourrait rester pour continuer [sa mission] ».

Concernant les interlocuteurs, « évidemment, ils vont rencontrer le chef de l'Etat comme c'est une mission de haut niveau, le Premier

ministre, certains ministères clés comme les Affaires étrangères et peut-être le MATD et la Sécurité », informe notre source.

L'information sur l'arrivée du médiateur, Thomas Yayi Boni ce soir a été confirmée à GuinéeNews par les services de communication du ministère des Affaires étrangères et des Guinéens de l'Étranger.

Source : GuinéeNews



Championnat du monde militaire : L'USFAS condamnée à sauver l'honneur

Disputant pour la première fois le championnat du monde militaire de football, l'USFAS dames enregistre deux défaites en autant de match disputé. C'est dire que l'équipe de l'USFAS est condamnée à sauver l'honneur en évitant la défaite face aux Pays – Bas.



Prenant part au champion du monde qui se déroule en ce moment aux Etats – Unis, les dames de l'USFAS enregistrent leurs deuxièmes défaites en autant de matchs disputés. Logée dans la poule B, l'équipe du Mali, représentée par l'USFAS, exemptée lors de la première journée s'est inclinée 1- 4 face à la Corée du Sud lors de la deuxième journée, puis battue par la France 5 – 1 pour le compte de la troisième journée. Opposée ce lundi 18 juillet au Pays- Bas, l'équipe malienne devrait songer à sauver l'honneur en battant son adversaire du jour ou à défaut de concéder un match nul. En cas d'une autre défaite, l'équipe du Mali pourrait dire adieu à ce championnat du monde militaire de football, réservé aux dames.

Almihidi Touré
Source : Tjikan





Bélier (21 mars - 19 avril)

Rien ne vous détournera de vos objectifs. Vos efforts d'ailleurs seront reconnus par vos pairs, mais ce ne sera pas pour la reconnaissance que vous travaillerez. Vous utiliserez votre énergie pour élargir votre champ d'action. Continuez ainsi. Vos rentrées d'argent suffiront à honorer vos obligations. Mais vous ne vous en contenterez pas. Vous chercherez encore à augmenter vos revenus de façon à ne pas avoir à compter et pour que vos fins de mois soient plus faciles pour dépenser vos sous.



Taureau (20 avril - 19 mai)

L'activité est intense. Vous devez faire attention aux accrochages. Les relations avec vos chefs ne sont pas bonnes. Des tensions couvent. N'importe quel prétexte peut les faire éclater. Ne négociez pas votre revenu ou une augmentation en ce moment.

Pour retrouver l'équilibre financier, évitez les sorties. Avec du bon sens, vous devriez vous en sortir. Évitez un découvert est votre priorité. Remettez à plus tard les frais qui sont liés à des voyages ou des cadeaux. Ce n'est pas votre priorité.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Boute-en-train, plaisantin de service, aujourd'hui, dans votre travail, vous ne serez ni l'un ni l'autre ! En revanche, vous serez méthodique, astucieux, compétent, et... peu bavard. En effet, vous serez aussi aimable qu'une porte de prison !

Vous ne serez pas du genre à laisser à quelqu'un d'autre le soin de s'occuper de vos cordons de la bourse. D'ailleurs, aujourd'hui, Vénus va s'employer à ce que vous conserviez ce leadership... Vous vous en sortirez avec les honneurs. Bravo !



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Entre votre travail et vos occupations, vous n'avez pas le temps de vous ennuyer, sauf qu'aujourd'hui vos dossiers ont pris du retard, entre deux pauses il sera quasi impossible de prendre un peu de bon temps. Il faut vous résigner.

Votre argent est entre de bonnes mains, semble-t-il cher Cancer. Aujourd'hui, vous faites place à l'économie, vous agissez comme un gestionnaire hors pair, vous avez des projets, vous mettez toutes les chances de votre côté. Belle initiative.



Lion (22 juillet - 23 août)

Les promesses que l'ont vous aura faites ne seront pas tenues. Ce sera du moins l'analyse que vous aurez au regard d'une situation qui n'évoluera pas. Vous aurez accompli votre mission à la perfection et il sera temps que l'on reconnaisse vos mérites.

Vous compterez bien, même si vous ne compterez que sur vous-même pour améliorer votre situation financière. Vous refuserez de faire appel à des proches pour vous aider, car vous serez persuadé, avec raison, que vous parviendrez à redresser vos comptes.



Vierge (23 août - 23 septembre)

On connaît votre conscience professionnelle ! Vous travaillez vite et bien. Gare à ne pas attirer des collègues démotivés. Ils pourraient attendre que vous travailliez pour eux ! Restez très vigilant dans vos échanges. De la fermeté est nécessaire !

L'envie d'augmenter votre séduction cause des dépenses ! Vous pourriez dépenser beaucoup ! Refaire votre garde-robe est un de vos souhaits ! Ces envies sont satisfaites. Votre salaire permet de vous faire plaisir ! Ne remettez pas à demain cet élan !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Aujourd'hui, ami Balance, vous n'hésitez plus à entrer ouvertement en concurrence avec vos collègues, notamment pour un poste de responsable. Vous mettez un point d'honneur à être irréprochable et à ne jamais refuser une tâche compliquée.

Vénus vous prodiguera une certaine protection. À vous de ne pas en abuser. Cette planète vous donnera de belles aptitudes en matière de spéculation financière. Vous craignez pour votre sécurité budgétaire ? Quoi de plus normal en cette période trouble.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Si vous travaillez en équipe, les autres doivent supporter vos sautes d'humeur. On risque de vous faire des remarques, sauf que dans votre esprit cher Scorpion, c'est une réflexion de trop, vous n'arrivez plus à cacher votre énervement.

C'est vrai vos finances ne sont pas mirobolantes, mais vous êtes prêt à faire tous les efforts nécessaires pour que vos comptes puissent retrouver la forme. Pas de séance shopping ni d'achat en ligne, vous vous contentez du strict nécessaire.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Votre activité pourrait vous demander une attention toute nouvelle, un exercice auquel vous ne serez pas habitué. Il vous faudra de la souplesse pour vous adapter, de l'assurance pour vous approprier le sujet. Cela vous demandera un certain temps.

Très sérieux, vous lancerez un vaste programme « économies » pour mieux équilibrer votre budget. Vous vous prendrez au jeu et presque naturellement, vous trouverez des idées pour acheter à moindres frais, pour réduire vos différentes consommations du quotidien.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Le courage vous anime pour changer d'activité. Les démarches sont importantes, mais la rivalité fait rage aussi ! Des collègues apportent une ambiance de rivalité. Du changement se présente aussi dans votre service. Vous pensez que c'est le moment d'évoluer !

Vous risquez de dépenser beaucoup. Les frais partent dans des charges. Il y a des risques de dépenses pour des appareils en panne. Votre voiture est également la cause de frais ! Ils ne tombent pas au bon moment ! Vous risquez de râler dès le matin !



Verseau (20 janvier - 19 février)

Contrairement à vos compétences professionnelles, vos qualités humaines seront sur la sellette. Un vent de révolte semblera se produire chez vos collègues. Prenez garde, car il pourrait bien vous emporter sur son passage... Ne jugez pas vos collègues !

Le carré Vénus-Mars vous fera croire que vous pouvez éteindre un incendie avec un extincteur rempli d'essence ! Ne riez pas, car vous agirez exactement comme cela avec votre argent. Cavalcade financière... Votre chevauchée ne sera pas fantastique !



Poisson (19 février - 21 mars)

Aujourd'hui cher Poissons, vous avez de quoi faire, votre agenda est rempli, c'est tout juste si vous trouvez le temps pour votre pause-déjeuner. Le positif dans tout ça, c'est que vous ne voyez pas les heures défilier, votre job est passionnant.

Les rentrées d'argent s'accélèrent. Si financièrement, vous venez de traverser une période compliquée, vous voici sorti d'affaire. Vous bénéficiez du soutien des astres. Aujourd'hui, entre bons plans et gestion irréprochable, vous avez le sourire.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

<p>Communiqué du Conseil des Ministres du mercredi 1er juin 2022 en n°2022-24/sgg</p> <p>1110 Malikilé</p> <p>Crise au sein du RPM Dr Becari Treta sommé d'organiser un nouveau congrès</p>	<p>Situation financière du Mali : Non le pays n'est pas en "défaut de paiements"</p> <p>1111 Malikilé</p> <p>Prochain sommet de la CEDEAO sur le Mali Revoilà le Cadre d'Echanges</p>	<p>Plus de 1000 personnes ont participé à la cérémonie de remise des diplômes à l'École Supérieure de la Santé de Bamako</p> <p>1112 Malikilé</p> <p>Le Sommet de la CEDEAO tergiverse, le Mali s'assume!</p>	<p>Le Mali a obtenu le statut de pays candidat à l'adhésion à l'Union Africaine</p> <p>1113 Malikilé</p> <p>La polémique entre le Mali et la CEDEAO</p>
<p>Journées de Réflexions et de Soutien à la Transition : La jeunesse invitée à jouer sa partition</p> <p>1114 Malikilé</p> <p>Dr Choguel Kokalla Maïga fait le bilan de l'an I de la rectification</p>	<p>Le Mali a obtenu le statut de pays candidat à l'adhésion à l'Union Africaine</p> <p>1115 Malikilé</p> <p>Issoufou Mahamadou, un médiateur contesté!</p>	<p>Adema - PASJ : Enfin le bitan de 10 ans de pouvoir</p> <p>1116 Malikilé</p> <p>Le top départ!</p>	<p>Mali : La hausse des prix des denrées alimentaires</p> <p>1117 Malikilé</p> <p>Le nîet du Mali à la force française Barkhane</p>

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23